

## Procès-verbal de la réunion de pré-soumission

<b>DATE ET HEURE</b>	<b>07 janvier 2019 à 15h00mn</b>
<b>PASSATION DE MARCHÉ N°</b>	DP/QCBS/MCA-M/ES-26/COMPACT-PP-04
<b>LIEU</b>	Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education-Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad et par Webinair
<b>ENTITE</b>	Agence MCA-Morocco
<b>INTITULE DU PROJET</b>	La sélection d'un bureau d'études techniques (infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :  Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès  Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

**PARTICIPANTS** : Voir la fiche de présence en Annexe I de ce procès-verbal.

### 1<sup>ère</sup> partie - Présentation de l'Appel d'offres

L'Agence MCA-Morocco a organisé le 7 janvier 2019 à 15h00mn une réunion d'information afin de présenter le contenu de la demande de propositions n° **DP/QCBS/MCA-M/ES-26/COMPACT-PP-04** et de donner des clarifications sur les aspects techniques, de passation de marchés et fiscaux aux soumissionnaires potentiellement intéressés par cette demande de propositions.

Monsieur Youssef Medouar, Directeur « Passation de marchés » de l'Agence MCA-Morocco, a ouvert la séance avec une brève présentation d'usage et une explication des objectifs de la réunion, avant de passer la parole à Monsieur Mohamed Miftah, Directeur « des Infrastructures » de l'Agence MCA-Morocco.

Monsieur Miftah a commencé par une présentation brève des grands axes du Compact, avant de passer en revue le contexte de la prestation et la consistance de la mission en passant par les livrables, le planning ainsi que le personnel clé et d'appui exigé au niveau des termes de référence relatifs à la demande de propositions susmentionnée.

Monsieur Kenneth Breyer, Procurement Agent Manager de l'Agence MCA-Morocco, a présenté le processus de passation des marchés selon les procédures de MCC. Il a confirmé que la date limite pour les demandes de clarifications est le 10 janvier 2019 et que la date limite de dépôt des propositions technique et financière est le 25 janvier 2019 à **16 heures**, heure précise, sauf en cas de prolongation de délais.

Monsieur Medouar a repris la parole afin de présenter les dispositions fiscales propres aux procédures de MCC à retenir par les soumissionnaires qui comptent soumettre leurs propositions.

Les démarches nécessaires pour la partie fiscale sont les suivantes :

- Le don MCC attribué au Maroc est exonéré de toute taxe ou impôt dont la TVA et les droits de douane. L'Agence MCA-Morocco se chargera de déposer les demandes d'exonération auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI) ou de l'Administration des Douanes en vue de l'obtention du certificat d'exonération de la TVA ou de la franchise douanière. Tous les coûts existants doivent être inclus dans la proposition financière des soumissionnaires, excepté les montants de la TVA et des droits de douane.
- **Dès réception du contrat signé**, si le Consultant attributaire du contrat est non résident au Maroc et s'il ne dispose pas d'identifiant fiscal à la signature du contrat, il doit contacter un agent fiduciaire pour obtenir un identifiant fiscal au Maroc.
- Un Consultant non résident sera soumis à la retenue à la source de 10% (IS) pour chaque paiement.
- Pour permettre à un Consultant de facturer en Hors-Taxe, il doit disposer d'un certificat d'exonération de la TVA sur la totalité du montant de son contrat. La demande d'exonération de la TVA qui sera déposée à la DGI se fait sur la base des factures pro forma fournies par le Consultant à l'Agence MCA-Morocco, après la signature du contrat.
- Les factures pro forma originales doivent inclure le N° d'Identifiant Fiscal (IF) et celui de l'Identifiant Commun de l'Entreprise (ICE). L'ICE n'est pas requis pour les non-résidents.
- Si le Consultant est un groupement, il doit disposer d'une convention de groupement qui doit mentionner clairement le mandataire, les quotes-parts de chaque membre du groupement et les comptes bancaires de chaque membre du groupement. L'identifiant fiscal sera au nom du groupement.  
Le mandataire sera l'interlocuteur de l'Agence MCA-Morocco.
- Si le Consultant principal a recours à des sous-traitants, les sous-traitants ne bénéficient pas d'exonération de TVA mais facturent le montant TTC au Consultant. Ce dernier pourra soumettre une demande de remboursement de la TVA pour les factures réglées en TTC à la DGI selon les dispositions de l'article 103-5 du Code Général des Impôts.

La présentation PowerPoint faisant l'objet de la réunion et détaillant chaque partie (technique, passation des marchés et les dispositions fiscales) est jointe à ce PV (Annexe II).

Les questions posées et les réponses se rapportant aux aspects techniques, de passation de marchés et fiscaux seront présentées au niveau de la 2<sup>ème</sup> partie de ce rapport.

## 2<sup>ème</sup> partie – Questions/Réponses

A la fin de la présentation, les soumissionnaires potentiels présents, ont été invités à poser leurs questions dont les réponses ont été données séance-tenante. Une liste des questions/réponses est dressée ci-après :

Q1 : La durée de 8 mois pour la période de diagnostic semble être une durée assez large, est-elle en référence à la durée de diagnostic d'un projet similaire ?

R1 : Effectivement la durée de 8 mois semble être une durée large pour la phase de diagnostic, mais il faut savoir que cette durée comporte également les temps de discussion, de déplacement sur le terrain et aussi la mobilisation des topographes pour faire les relevés topographiques afin de reconstituer les plans de masse.

Q2 : Concernant le planning proposé dans la DP, le BET a-t-il la possibilité de proposer une variante ?

R2 : Le calendrier est donné à titre indicatif. Les BET peuvent proposer d'autres variantes tout en respectant les délais globaux.

Q3 : Le laboratoire est-il à la charge du BET ?

R3 : Le laboratoire est à la charge du BET pour la partie étude et surtout pour la partie diagnostique. Concernant le suivi des travaux, MCA-Morocco procédera au recrutement d'un laboratoire propre à lui ainsi qu'un bureau de contrôle pour suivre les travaux selon les normes.

Q4 : La partie diagnostique englobe-t-elle également la partie socio-économique ?

R4 : Pour la partie socio-économique, il s'agit de faire l'état de référence de base de l'établissement et d'utiliser les indicateurs qui sont déjà disponibles sans faire un diagnostic approfondi.

Q5 : Au niveau du personnel clé pour la partie ESP, il n'y a qu'un seul profil prévu qui est le spécialiste en santé et sécurité ?

R5 : Effectivement, mais il est prévu de former les techniciens également.

Q6 : La mission de l'architecte englobe-t-elle la partie de préparation des documents administratifs (permis de construire, autorisation de travaux...)

R6 : Effectivement, sur le plan administratif tous les documents nécessaires pour les travaux font partie de la mission de l'architecte tout en ayant le soutien du MCA-Morocco au niveau des administrations.

Q7 : Est-ce qu'il est possible de proposer pour le chef de mission (devant être un ingénieur en génie civil) un profil ayant un diplôme en génie rural ?

R7 : Non, le chef de mission doit impérativement être ingénieur en génie civil ou bâtiments.

Q8 : La mission d'archiviste est-elle prévue ?

R8 : C'est une mission importante surtout lors de la phase de suivi des travaux. Le BET aura la souplesse de prévoir cette mission dans son organisation interne, chose qui peut représenter un plus par rapport aux propositions des autres soumissionnaires.

Q9 : Est-ce qu'il serait possible d'avoir la position géographique ainsi que les renseignements sur les établissements scolaires ?

R9 : La position géographique ainsi que les informations sur les établissements scolaires (superficie, nombre de classe, l'année de construction...) que MCA-Morocco pourra avoir, seront partagés avec l'ensemble des BET enregistrés.

Q10 : La mission du chef adjoint de mission n'est-elle pas prévue ?

R10 : Cette mission n'est pas prévue par les termes de référence. Néanmoins selon l'organisation interne du BET, le chef de projet ou l'architecte peuvent remplir cette mission.

Q11 : Quelle est la part des deux offres de base et optionnelle ?

R11 : Si la question porte sur le niveau d'effort, ceci est déjà spécifié dans la DP à titre indicatif, notamment dans les termes de référence Le BET est libre de proposer la charge qui lui semble le mieux afin de répondre de la meilleure manière aux tâches demandées.

Q12 : Notre société est la fusion de 5 BET français, faut-il présenter les états financiers de chacun des BET ?

R12 : S'il est possible de présenter les états financiers des 3 dernières années du BET fusionné, sinon il va falloir présenter les états financiers de chaque BET composant la fusion.

Q13 : Il est difficile de respecter les taux de déploiement du laboratoire qualifié en études géotechniques et en expertise de structures (40% au bureau et 60 % au terrain) pour la mission 1.

R13 : Ces taux ont été fixés afin de permettre de bien évaluer l'offre financière. Néanmoins, le BET peut proposer les taux qui lui semble le mieux afin de pouvoir répondre convenablement à la mission.

Q14 : Le contrat de sous-traitance est-il obligatoire ?

R14 : Le contrat de sous-traitance n'est pas obligatoire pour la phase de soumission des propositions techniques, mais ce dernier sera demandé ultérieurement, notamment au moment des négociations. Le BET doit impérativement respecter le pourcentage de 30% maximum prévue pour la sous-traitance.

Q15 : Les TDRS ne prennent pas en considération la tâche de préparation et présentation du permis de construire ou autorisation des travaux, sachant que cette tâche peut prendre un délai important qui peut impacter le délai global.

R15 : La durée global de 37 mois a été fixée afin de prendre en considération ces délais. Il est mentionné dans les TDRS que l'architecte est responsable de cette mission en étant assisté par le MCA-Morocco.

Q16 : Est-il nécessaire de présenter le chiffre d'affaire du BET et quel est l'ordre de grandeur ?

R16 : Le chiffre d'affaires doit être mentionné dans les bilans à présenter sans pour autant avoir un ordre de grandeur.

Q17 : Le nombre de page maximum demandé pour la méthodologie est de 20 ou 50 pages ?

R17 : Le nombre de page maximum demandé pour présenter la méthodologie est de 20 pages.

Q18 : Est-ce que la collecte des besoins et exigences des parties prenantes telle que le corps enseignant et les étudiant fait partie de la mission du BET ?

R18 : Cette mission ne fait pas partie des missions du BET. Cette tâche rentre dans la mission d'un contrat qui sera signé avec un autre consultant.

Q19 : Faut-il préciser la tâche des techniciens dans le formulaire Tech 9 ?

R19 : Oui

Q20 : Quel est le taux de change à appliquer afin de faire la présenter la proposition financière ?

R20 : La proposition financière peut être faite en MAD ou en USD. Prière de vous référer à la clause IC 15.1 des Données Particulières de la Demande de proposition. Si la proposition est exprimée en MAD, et pour les besoins de l'évaluation, la proposition financière sera convertie en USD en appliquant le taux de change du 10<sup>ème</sup> jour avant la date limite de soumission des offres.

Q21 : Y aurait-il un plan parcellaire à faire pour l'ensemble des établissements ?

R21 : Cette tâche a déjà été faite en amont, le BET sera en charge de vérifier l'exactitude de ces plans.

Q22 : Est-il possible de proposer un personnel clé participant déjà à un autre projet du MCA-Morocco ?

R22 : A part le chef de mission et les techniciens de suivi de chantier qui doivent être affectés exclusivement au projet en question, il est possible de proposer un personnel clé même s'il est engagé dans un autre projet (de MCA-Morocco ou autre) à condition que la charge de travail de ce personnel le permet.

Q23 : y-a-t-il des exigences pour les attestations de bonne fin d'exécution des travaux ?

R23 : Il n'y a pas d'exigences spécifiques par rapport aux attestations de bonne fin d'exécution des travaux.

Q24 : Devons-nous transmettre les adresses mail de notre BET afin de recevoir la présente présentation ?

R24 : Tous les consultants ayant fait la demande par email afin de recevoir la DP du présent appel d'offres sont enregistrés et recevront le PV de cette réunion d'information, incluant la présentation de ce jour.

Q25 : Est-ce que le chef de mission étant ingénieur en génie civil peut avoir aussi un diplôme en gestion de projet ?

R25 : Comme il est spécifié dans les TDRS, le diplôme obligatoire pour le chef de mission est celui d'ingénieur en génie civil ou architecte et tout diplôme en plus (y compris la gestion de projet) représente un plus pour le profil.

Q26 : Les résultats de l'analyse du consultant pédagogique avec lequel le BET va interagir sont-ils déjà disponibles ?

R26 : Le travail du consultant pédagogique n'est pas encore disponible, mais il le sera très prochainement.

Annexe I : Fiche de présence

Annexe II : Présentation